

Avant propos

À l'approche de la rentrée universitaire 2024, des milliers d'étudiantEs se préparent à franchir les portes de l'enseignement supérieur, animéEs par l'espoir et l'ambition de construire un avenir prometteur. Pour beaucoup, l'entrée dans l'université représente non seulement un moment émancipateur de leur parcours personnel, mais aussi une étape essentielle pour atteindre leurs objectifs professionnels. Cependant, un obstacle de taille se dresse sur leur chemin : **le coût de la rentrée**, qui cette année **atteint 3 218,90 €** pour les étudiantEs en géographie, soit une **augmentation de 4,82 %** par rapport à l'année précédente. Cette hausse, à la fois préoccupante et significative, met en lumière les **défis financiers de plus en plus lourds** que les jeunes doivent relever pour accéder à une formation géographique universitaire.

Depuis plusieurs années, l'AFNEG se mobilise pour dénoncer l'aggravation de la précarité étudiante, un phénomène qui ne cesse de s'intensifier. Les frais de rentrée, loin de se stabiliser, continuent de grimper, renforçant ainsi les inégalités sociales qui rendent l'accès à l'enseignement supérieur de plus en plus difficile pour les étudiantEs issuEs de milieux modestes. Cette tendance inquiétante menace l'un des fondements de notre société : **le droit à l'éducation, qui devrait être garanti à touTEs, indépendamment de leur situation économique**. Pourtant, le coût croissant de la rentrée universitaire pose une barrière supplémentaire à cette égalité, risquant de créer un fossé encore plus large entre celles et ceux qui peuvent se permettre d'étudier sereinement et les autres.

Le contexte actuel, marqué par une inflation persistante et les séquelles des crises sanitaires récentes, exacerbe encore davantage la **précarité étudiante**. Pour beaucoup, les frais liés à l'inscription, au logement, aux transports, et à la vie quotidienne deviennent une **source d'angoisse**, pouvant compromettre non seulement leur parcours académique, mais aussi leur bien-être physique et mental. Le stress financier s'ajoute à la pression des études, créant un environnement où la réussite est trop souvent entravée par des difficultés matérielles parfois insurmontables. Il est donc urgent d'agir pour empêcher que ces obstacles ne compromettent l'avenir de nos étudiantEs.

Face à cette réalité alarmante, l'AFNEG appelle à des actions concrètes et immédiates pour alléger le poids économique qui pèse sur les étudiantEs. Il est essentiel que l'État prenne des mesures pour garantir un accès équitable à l'éducation, en veillant à ce que chacunE puisse poursuivre ses études dans des conditions dignes et sereines. **L'enseignement supérieur doit rester un espace d'émancipation et de développement pour touTEs, sans discrimination ni exclusion fondée sur des critères financiers ou sociaux**. Les inégalités d'accès à l'éducation ne sont pas seulement une question de justice sociale, mais aussi un enjeu pour l'avenir de notre société tout entière.

Pour la neuvième année consécutive, l'AFNEG présente une évaluation détaillée du coût de la rentrée universitaire. Ce dossier a pour objectif de **sensibiliser le grand public, les décideurs politiques, et les institutions aux inégalités croissantes** qui frappent les étudiantEs en géographie. Nous espérons que cette prise de conscience collective incitera à des réformes indispensables, afin que l'enseignement supérieur en France continue de servir d'outil d'égalité et de progrès social. Il est crucial d'assurer à notre jeunesse un avenir où l'accès à l'éducation n'est pas un luxe réservé à certainEs, mais un droit universel, accessible à touTEs, quel que soit leur milieu d'origine. **Investir dans l'éducation de notre jeunesse, c'est investir dans le futur de notre société.**